



# COMBAT OUVRIER

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

samedi 7 juillet 1979

N°30

PRIX Antilles 1,50F  
France 2,00F

## Editorial

**GADELOUPE  
LA QUESTION SUCRIERE :  
UN JEU CYNIQUE DES  
POSSEDANTS ...  
QUE LES TRAVAILLEURS  
PEUVENT TROUBLER !**

Deux usines à sucre et une distillerie, les plus importantes de la Guadeloupe, sont menacées de fermeture.

La nouvelle a fait l'effet d'une bombe et a soulevé l'indignation publique.

Une grosse partie de poker est engagée entre les usiniers, les banquiers et l'Etat. Partie qui a comme enjeu les crédits que l'Etat est ou n'est pas prêt à fournir à un groupe qui compte dans ses rangs le tout-puissant baron Empain.

Mais quand le pouvoir affirme par la bouche du préfet que l'Etat est contre les fermetures d'usines, il s'agit tout simplement là de vœux pieux. Car dans cette société, les véritables maîtres - ceux qui décident - ce sont précisément des gens comme le baron Empain. Ce sont les capitalistes. Et l'Etat est là pour obéir à leurs injonctions, si ce n'est pour devancer et satisfaire les moindres de leurs désirs.

Les capitalistes ont ce pouvoir exorbitant de décider en fonction de leurs seuls intérêts de fermer des entreprises, de jeter au chômage des milliers de gens, de ruiner toute une région, de bousculer et de modifier ainsi le cours de la vie de milliers de gens.

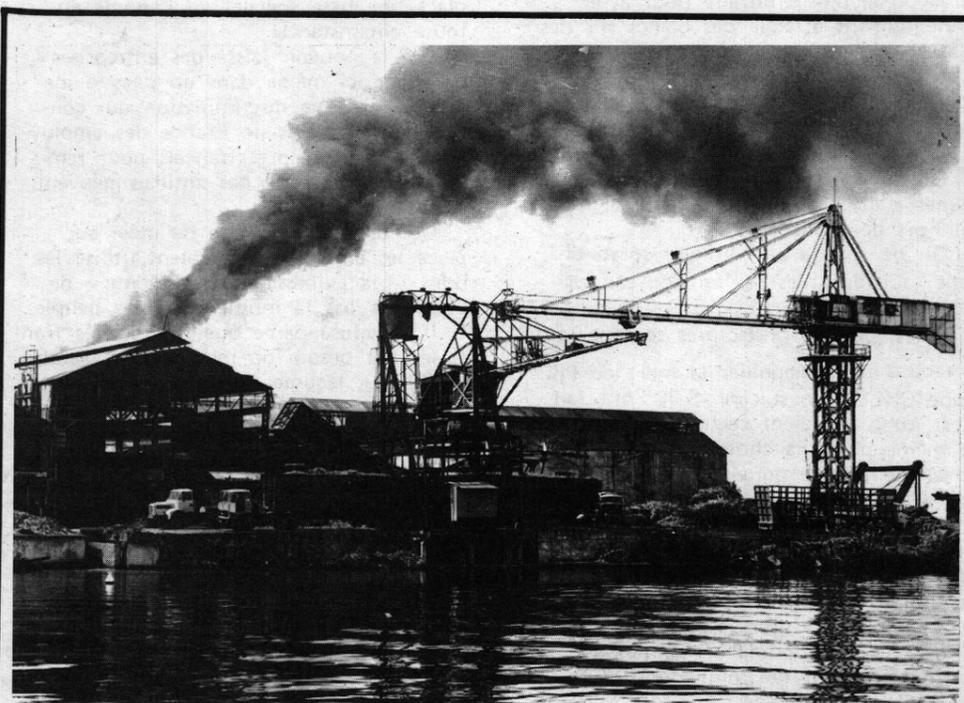
Ce pouvoir démesuré, ils l'ont parce que la vie économique et sociale repose sur la propriété privée des moyens de production. Elle permet qu'une petite minorité de riches possède les moyens de production, lesquels sont justement indispensables à la majorité de la population pour satisfaire ses besoins fondamentaux.

C'est en vertu du système capitaliste que les chefs d'entreprise décident de fermer ou non leurs portes.

Ce qu'un tel système a de révoltant apparaît avec évidence. Et on ne peut que crier son indignation et sa colère quand ces gens venant discourir sur les ondes, expliquent froidement qu'ils tiennent compte des intérêts de la population, mais qu'ils n'ont plus les moyens financiers de tenir ou que leur entreprise ne peut plus faire face aux échéances, etc...

Cet incroyable aplomb des riches mérite que les pauvres leur adressent une réponse. Nous ne discuterons pas de savoir si les usiniers veulent vraiment fermer ou non. Ni si l'Etat doit ou pas leur donner des crédits de fonctionnement. Ce que les travailleurs doivent savoir et dire, c'est s'ils sont prêts à accepter que l'on bluffe, que l'on joue quelque partie de poker que ce soit avec leurs moyens d'existence.

Ce sera aux travailleurs de dire s'ils acceptent d'être considérés comme de simples jetons dans un tel jeu des puissants du sucre.



L'Usine Darbousier (photo GEBER).

«...LES CAPITALISTES ONT CE POUVOIR EXORBITANT DE DECIDER EN FONCTION DE LEURS SEULS INTERETS DE FERMER LES ENTREPRISES... CE POUVOIR DEMESURE, ILS L'ONT PARCE QUE LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE REPOSE SUR LA PROPRIETE PRIVEE DES MOYENS DE PRODUCTION...»

## SAINTE LUCIE : JOHN COMPTON BATTU AUX ELECTIONS

Dimanche dernier, les élections législatives de Ste Lucie donnaient la majorité au parti d'opposition qui remporte douze sièges sur dix sept à pourvoir.

Le parti de John Compton, premier ministre, est donc battu. Il devra par conséquent quitter le pouvoir et céder la place à l'un ou l'autre des deux leaders de l'opposition (Labour Party), Allan Louisy ou Georges Odlum. Le premier est actuellement leader en titre du Labour Party mais Odlum serait parait-il considéré comme le véritable homme fort du parti et le futur premier ministre. Il n'est pas exclu d'ailleurs qu'une lutte d'influence se déroule entre les deux hommes pour la première place politique du pays.

Que l'opposition ait remporté ces élections, cela confirme la tendance qui, depuis l'indépendance de Ste Lucie en février, s'était dégagée dans le pays contre la politique de Compton. A l'époque des manifestations importantes avaient eu lieu, notamment pour des augmentations de salaires dans la fonction publique et pour réclamer des arriérés non versés par l'état.

Cette opposition avait aussi boycotté les fêtes de l'indépendance dont elle avait réclamé le report après les élections générales. De plus la situation économique et sociale plutôt mauvaise (20% de chômeurs) a du précipiter la chute de l'UWP (United Workers Party) de John Compton.

Aujourd'hui, le Labour Party accuse Compton de livrer le pays aux investisseurs étrangers, d'avoir lui-même acquis de façon illégale de gros avantages. Quant aux membres de son cabinet, ils sont accusés de cor-

ruption.

Depuis la proclamation des résultats, Compton a disparu; cela n'est pas sans rappeler la fuite de Degazon, l'ancien président de la Dominique. Il faut croire que ces potentats ont bien peur des réactions que pourrait susciter dans la population un procès où ils devraient répondre de certaines malversations.

En tous cas, après Grenade, Dominique et aujourd'hui Sainte Lucie, il apparaît que c'est bien le mécontentement populaire à l'égard de régimes corrompus qui a précipité l'opposition de ce pays sur la scène politique. Bien que les formes aient été différentes chaque fois.

Cependant, ces oppositions restent parfaitement modérées et ne remettront pas en cause en quoi que ce soit les fondements mêmes du système politique de ces pays qui restent dominés par une bourgeoisie petite mais bien avare de ses privilèges. Les relations avec Cuba que prétendent avoir ces nouveaux gouvernements ne doivent pas faire illusion. Ils sont tous loin du radicalisme du régime cubain et des transformations profondes opérées par le régime castriste à Cuba...

Le nouveau gouvernement Ste Lucien, tout comme celui de Bishop ou de Séraphin, ne sera pas un gouvernement qui défendra les intérêts de la masse laborieuse de ce pays. Peut-être sera-t-il moins corrompu que le premier et fera-t-il illusion pendant quelque temps aux yeux de la population.

**MARTINIQUE :  
AFFAIRE DES JEUNES  
EMPRISONNES**

## UNE AFFAIRE QUI CONCERNE LES TRAVAILLEURS

De plus en plus nombreux sont les jeunes qui répondent à l'appel du Comité de Soutien aux jeunes Emprisonnés et qui participent activement aux différentes manifestations entreprises. Chaque soir des prises de parole ont lieu dans des quartiers de Fort de France; samedi dernier malgré la pluie battante c'est environ 250 personnes, en majorité des jeunes, qui allaient manifester devant la prison pour exprimer leur solidarité aux emprisonnés et exiger leur libération. Nul doute que le grand rassemblement prévu mercredi 4 et la manifestation du samedi 7 mobiliseront encore des centaines de jeunes.

Effectivement ce sont les jeunes qui se sentent concernés en priorité par cette affaire et ce sont eux qui protestent le plus énergiquement contre la mort de Chloé et la détention arbitraire des 6 autres. Le pouvoir colonial a voulu d'ailleurs, en arrêtant des jeunes, atteindre avant tout cette partie de la population : la jeunesse, qui réagit le plus vivement et le plus spontanément au racisme et aux injustices qui sont le lot courant de cette société. Le pouvoir a voulu frapper ceux qui contestent l'ordre établi avec d'autant plus de vigueur et d'intransigeance qu'ils sont jeunes et appartiennent aux milieux les plus touchés par le chômage et la pauvreté.

Mais les travailleurs ont aussi un rôle important à jouer dans cette mobilisation. Le poids et la force de la classe ouvrière doivent se faire sentir dans une affaire qui met en cause le pouvoir colonial et qui dévoile un des aspects de l'oppression exercée contre toute la population de ce pays.

Car la répression dirigée contre les jeunes est la même qui touche les ouvriers en grève. Chaque fois que des travailleurs s'organisent, ils trouvent devant eux ces mêmes gendarmes, ces mêmes prisons et ces mêmes juges racistes qui sont aujourd'hui ligés contre ces jeunes.

L'entrée en action des travailleurs peut avoir une influence déterminante sur l'issue de la lutte en cours entre les jeunes et les autorités coloniales. Les organisations ouvrières doivent entrer dans la bagarre et appuyer de tout leur poids la protestation des jeunes. Ceux-ci peuvent se retrouver demain face à une répression encore plus grande et les travailleurs ne doivent pas les laisser seuls affronter cette répression. Mais il s'agit surtout de faire bloc, jeunes et travailleurs pour mettre en échec la volonté du pouvoir colonial de réduire toute résistance des opprimés de ce pays. Et les travailleurs sont concernés directement par cette lutte.

# 6<sup>e</sup> GALA DE COMBAT OUVRIER

## UN SUCCES



Jean-Claude DUVERGER, conteur, sur scène.

Samedi 30 juin, environ 400 personnes étaient présentes à la salle des fêtes des Abymes pour assister au 6<sup>ème</sup> gala de Combat Ouvrier.

Une partie de la soirée fut consacrée au spectacle qui regroupa des artistes divers, chaleureusement applaudis par le public. Une exposition de photos de très bonne facture, présentée par le photographe GEBER reçut un bon accueil du public. Une projection de diapositives sur le sous-développement dans le monde attira l'attention de nombreuses personnes. Nombreux furent ceux qui s'attardèrent à lire nos panneaux politiques.

Après le spectacle, la soirée se termina par un bal qui se déroula jusqu'à l'aube.

Ce 6<sup>ème</sup> gala fut une nouvelle occasion pour tous les sympathisants et militants de Combat Ouvrier de se retrouver dans une ambiance fraternelle et agréable.

Nos lecteurs trouveront ci-dessous des extraits de l'allocution qui fut prononcée au cours de la soirée.

## EXTRAIT DE L'ALLOCATION PRONONCEE AU GALA

Au cours des événements de ces derniers mois nous nous sommes trouvés confrontés à des problèmes politiques qui ont réclamé à notre organisation de s'engager à plusieurs reprises dans la lutte.

Au moment même où je vous parle nos camarades de la Martinique sont engagés dans une lutte importante pour résister, avec les jeunes de Martinique, à la répression qui est orchestrée contre eux par le pouvoir.

Ni la grande presse, ni la radio, ni France Antilles, ni FR3 ne vous ont informés que des jeunes sont arrêtés de la façon la plus arbitraire pour avoir prétendument attaqué des blancs sur des plages.

On ne vous a pas dit que ces jeunes sont parfois enfermés depuis des semaines, voire des mois, sans que même leur dossier soit communiqué à leurs avocats.

On ne vous a pas dit que l'un des jeunes a été trouvé pendu dans la prison de Fort de France.

On ne vous a pas dit que ce soi-disant «suicide» n'est qu'un nouveau crime du pouvoir.

Juges, polices, préfectures se sont tous entendus pour maquiller la mort de Philippe CHLOE en suicide. S'ils l'ont fait c'est qu'ils voulaient cacher quelque chose et même plusieurs choses.

D'une part le pouvoir a voulu enfermer ces jeunes pour exercer une pression sur eux et leur faire peur. Il se trouve qu'il est tombé sur des jeunes qui n'ont pas eu peur et n'ont pas reculé. Ces jeunes sont la plupart des chômeurs. Ils ont eu souvent déjà affaire avec la justice.

Mais ce sont les mêmes jeunes que l'on rencontre autour de Pointe-à-Pitre et dans toutes les communes.

Ils sont nombreux comme cela sans travail, sans perspective autre que de partir en France.

Eh bien, il y a une génération de jeunes qui se lève, qui n'a pas l'intention de partir en France. Il y a une génération de jeunes qui ne veut pas être considérée comme des étrangers dans leur propre pays. Il y a une génération de jeunes qui dit que avant d'aller chercher du travail en France, il faut que tous les postes qui exist-

tent ici aux Antilles soient occupés en priorité par des guadeloupéens et des martiniquais.

C'est pour cela que des jeunes se révoltent et vont frapper des blancs sur des plages et dans des rues.

Ils le font parce que pour eux les blancs représentent ceux qui sont au pouvoir.

Ils le font parce que les grandes organisations, celles qui ont des députés et des sénateurs et des conseillers généraux ne luttent pas contre la situation catastrophique qui existe ici.

Oui c'est vrai le pouvoir, par sa politique favorise finalement une européanisation des Antilles dans le but d'avoir sur place une base sociale qui l'appuie en toute circonstance.

Oui le pouvoir laisse des entreprises pratiquer ici même, dans un pays à majorité noire, une discrimination qui consiste à faire venir de France des employés ouvriers et cadres français pour remplir des postes que des antillais peuvent remplir.

Oui le pouvoir refuse de créer sur place les emplois qui auraient utilisé les bras de la jeunesse qui représente - ne l'oublions pas - la moitié de notre peuple.

Il le refuse parce que les sociétés françaises ont besoin du marché pour vendre les fruits, légumes, et autres produits alimentaires venant de France. Actuellement un kilo de «pomme-France», coûte bien moins cher qu'un kilo d'ananas ou d'oranges du pays. Et on veut nous faire croire que c'est de notre propre faute. On veut nous pousser à nous critiquer et à nous mépriser nous mêmes.

On veut nous faire admettre, que si l'agriculture, si la pêche ne sont pas organisés, c'est tout simplement de notre faute.

Nous croyons réellement que le temps de ces hypocrites déclarations et de ces mensonges doit finir. Et pour notre part nous ferons tout contre ces gens qui veulent minimiser et mépriser les peuples des Antilles.

Nous affirmons hautement que notre peuple composé de travailleurs des villes et des campagnes a toutes les raisons de se montrer fier de lui-même et doit reprendre sa marche en avant la tête haute.

Nous avons bien des faiblesses et bien des choses à apprendre. Mais nous devons

le faire la tête haute. Il y a une autre étape à franchir dans notre histoire de peuple colonisé.

C'est précisément celle qui verra notre libération la plus complète.

Nous aurons à reprendre le contrôle de notre propre destin à partir de là où nos luttes nous ont conduit aujourd'hui.

Les événements de Fort de France, les actes racistes d'élèves et professeurs blancs à Baimbridge et Trinité sont des signes qui ne trompent pas.

Quelque chose est en train de changer. Ceux qui croyaient pouvoir compter sur la bonne volonté éternelle du pouvoir blanc, se rendront compte que celui-ci, après nous avoir accordé un répit et quelques miettes parce qu'il a peur de notre révolte va de nouveau nous harceler.

Mais nous devons nous préparer sérieusement à affronter une telle éventualité.

Le pouvoir colonial comme tout pouvoir usurpé doit tomber un jour. Comme les yeux cillés de ceux qui fuient la réalité devront s'ouvrir et ils viendront renforcer les rangs de ceux qui sont déjà conscients.

Les luttes ne doivent pas nous effrayer. Nous aurons la possibilité de nous y préparer.

Nous ne voulons pas chercher du travail en France, tant qu'il y a des possibilités ici. Nous appellerons les travailleurs, les jeunes, les intellectuels, à refuser de partir en France s'ils peuvent désigner un lieu, une place où ils pourraient travailler ici même. Et cela dans tous les domaines : petites entreprises, bâtiment, enseignement, agriculture etc... Les français qui travaillent aux Antilles doivent obligatoirement apprendre aux antillais à faire le travail qu'il font et les entreprises françaises devront former sur place tout rigoureusement tout le personnel dont ils ont besoin. Cela peut se réaliser dès qu'une fraction des jeunes et des travailleurs et des chômeurs seront prêts à le faire.

Nous devons cesser de nous faire peur nous mêmes. La revendication de se diriger soi-même n'a rien d'effrayant en soi. C'est un droit.

VIVENT LES ANTILLES LIBRES sans exploiters et sans exploités.

## LIBERTE

### POUR LES 16 MILITANTS TROTSKYSTES

#### ARRETES EN IRAN !

Sept militants du PST (Parti révolutionnaire des travailleurs) section iranienne de la IV<sup>e</sup> internationale viennent d'être arrêtés alors qu'ils recueillaient des signatures pour une pétition exigeant la libération de neuf de leurs camarades précédemment arrêtés.

Il y a donc maintenant seize militants révolutionnaires iraniens qui croupissent dans les geoles du Comité Khomeiny d'Ahwaz.

On peut craindre le pire. Ils peuvent même être exécutés.

On ignore en effet tout de leurs conditions de détention. Contre eux sont lancées les accusations les plus invraisemblables et on leur refuse le droit de se défendre. Ils n'ont aucune possibilité de recevoir un avocat. Ils risquent à tout moment de passer devant un «tribunal révolutionnaire» islamique, c'est à dire qu'après une parodie de justice, ils risquent d'être fusillés.

En réalité ce que leur reproche la hiérarchie religieuse de Khomeiny c'est d'avoir osé demander la levée de la loi martiale au Khougistan et le

droit à l'autodétermination pour les minorités nationales en Iran.

La répression frappe d'ailleurs en Iran tous ceux qui tentent d'organiser les opprimés.

Ainsi des militants syndicalistes qui essayaient de constituer des syndicats indépendants ont été arrêtés, d'autres militants ouvriers sont inquiétés.

Nos camarades du PST ne peuvent compter sur l'aide de tous ceux, démocrates bourgeois, qui au nom des droits de l'homme, s'indignaient si fort quand les anciens tortionnaires du Chah étaient poursuivis. Ces gens-là ne défendaient que leurs comparses. Les militants révolutionnaires iraniens ne peuvent compter que sur la solidarité de tous les révolutionnaires, de tous les opprimés.

Bien sûr, la solidarité des travailleurs antillais à elle seule ne suffira pas à impressionner le régime réactionnaire des Ayatollas, mais elle doit s'ajouter à tout ce qui sera entrepris de par le monde pour sauver ces militants.

Il faut les sauver, ils doivent être sauvés, ce sont les nôtres !

## AFFAIRE DES JEUNES

### (suite de la page 1)

La classe ouvrière porte une grande responsabilité dans les événements en cours.

Non seulement son intervention peut être décisive pour faire pencher la balance du côté des jeunes et faire reculer le pouvoir colonial, mais encore elle peut infliger une cuisante leçon à ce pouvoir raciste en lui montrant qu'il ne saurait toucher à la jeunesse sans voir aussitôt se dresser contre lui l'ensemble des travailleurs.

Certes, la jeunesse est aujourd'hui désorientée et sa révolte peut la pousser à porter ses coups un peu au hasard, quitte à se tromper de cible. Mais sa révolte en elle-même est bon signe et les travailleurs doivent reconnaître en elle un gage d'espoir pour l'avenir. L'acceptation la résignation, l'immobilisme, la jeunesse les rejette et les condamne. Elle désire passer à l'action, même si cette action comme attaquer les blancs aveuglément, ne peut porter des résultats réellement positifs: Le rôle des travailleurs est d'apporter sans réserve son soutien à cette jeunesse impatiente et révoltée, et d'orienter cette révolte vers des voies ouvrant des perspectives d'avenir.

Les organisations ouvrières elles ne plus ne doivent pas ménager leur appui et leur aide dans cette affaire des jeunes emprisonnés. L'intervention des travailleurs est nécessaire. C'est l'occasion pour eux de montrer qu'ils se sentent fiers de la riposte de la jeunesse pour conserver sa dignité et qu'ils entendent bien ne pas laisser cette jeunesse livrer seule ce combat.

Claire GOYA.

## LIVRES

### A LIRE PENDANT LES VACANCES

LA COLLINE OUBLIEE.  
LE SOMMEIL DU JUSTE.  
L'OPIUM ET LE BATON.  
de Mouloud MAMMERI  
(Réédition collection 10/18 - Julliard)

Ces trois livres décrivent la vie des villageois de Kabylie avant, pendant la Deuxième Guerre Mondiale, et pendant la guerre d'Indépendance de l'Algérie.

Du poids des traditions à l'espoir de changement, et à la prise de conscience de la nécessité de faire changer les choses, ces trois romans sont des témoignages souvent poignants.

QU'ON LUI JETTE LA PREMIERE PIERRE.  
de Chester HIMES  
(Ed. Guernaud)

Un livre intéressant sur une vie dans une prison américaine. Mais son témoignage vaut pour la condition pénitentiaire tout court, car dans ce domaine la barbarie n'a pas de frontière.

# GUADELOUPE - FERMETURE D'USINE LES PATRONS APPELLENT LES TRAVAILLEURS A L'UNION SACREE

Dans une conférence de presse donnée le jeudi 28 juin dans les locaux de l'usine le président du comité d'entreprise a annoncé la fermeture des Usines Darbousier et Blanchet et de la distillerie Bonne-Mère. Selon M. Reimonenq, directeur de la Société Industrielle du Sucre, (SIS) cette fermeture simultanée des deux usines et de la distillerie fait suite aux difficultés financières de plus en plus grandes que connaissent la SIS et la société agricole (SAG) qui lui est liée. Difficultés qui, toujours selon le directeur, seraient liées au refus du gouvernement d'accorder certaines aides à la SIS, alors que d'autres usines continuent à en bénéficier.

Le représentant de la direction de la SIS devait ajouter que la société avait pris la décision de fermer en apprenant que la BNP refusait de lui accorder un prêt de 400 millions de francs anciens, destinés aux travaux d'entretien des usines et au financement, en partie, de la canne des petits planteurs. Une telle décision, s'ajoutant à l'impossibilité de la société de vendre une partie de ses terres du fait du droit de préemption de la SAFER, devait conclure M. REIMONEINQ, a conduit les dirigeants de la SIS et de la SAG à cesser toute activité.

En attendant, les principales victimes de ces fermetures sont les 2288 travailleurs de la SIS et de la SAG et les quelques dizaines de petits planteurs dont une grande partie n'a toujours pas perçu les revenus de la dernière récolte.

Avec un sacré culot, ces patrons de la SIS et de la SAG, aujourd'hui, sous prétexte qu'ils sont en difficulté, veulent réaliser une espèce de front commun patrons-travailleurs ! Tout d'un coup les dirigeants du groupe Darbousier-Blanchet se trouvent des intérêts communs avec les travailleurs au point qu'ils souhaitent agir tous ensemble patrons et travailleurs pour le maintien en activité des deux usines.

Mais quelle duperie, quels coups bas cachent toutes ces simagrées d'«union sacrée» que proposent aujourd'hui les patrons de la SIS aux travailleurs !

Car les dirigeants de la SIS ont con-

venu depuis plusieurs mois, lors du colloque Dijoud, de fermer leurs usines. Et le fait de jeter à la rue des centaines de travailleurs ne les gênait pas le moins du monde. Et si aujourd'hui ils font mine de regretter leur décision de fermer les usines, c'est tout simplement pour essayer d'obtenir une nouvelle rallonge de crédits du gouvernement.

Mais dans cette affaire de fermeture, les patrons sont les vrais responsables et ils sont en fin de compte soutenus par le gouvernement.

Les travailleurs ne peuvent que mépriser la proposition faite maintenant par les dirigeants de la SIS d'intervenir avec eux, contre le gouvernement.

De toute façon, les patrons de la SIS arriveront, difficultés ou pas, fermeture ou pas à s'en sortir. Ces messieurs capitalistes ont leurs entrées dans les administrations et dans les banques ; ils peuvent faire jouer leurs relations dans tous les milieux pour placer leurs capitaux ailleurs ou bien obtenir des aides de l'Etat.

Alors quand aujourd'hui les capitalistes de la SIS et de la SAG veulent associer les travailleurs à leur démarche pour le maintien des usines, ils les trompent en toute conscience et se livrent en fait à un véritable marchandage dans lequel ces derniers ne seraient que monnaie d'échange.

Alors si les ouvriers industriels, les ouvriers agricoles et même dans une certaine mesure les petits planteurs, ne veulent point se laisser gruger, il ne leur reste qu'à se battre, farouchement et de façon indépendante des patrons pour exiger le maintien de l'emploi de tous.

Compter sur des patrons qui le moment venu ne manqueront pas de se retourner contre eux ou sur quelques conseillers généraux veules et bavards, qui aujourd'hui font mine de s'intéresser à leur sort, ne pourraient qu'entraîner les travailleurs dans l'impasse.

Jean Ignace

# LYCEE DE TRINITE : MOETUS CONTRE - ATTAQUE

Le proviseur du lycée de Trinité, M. Moetus, aura attendu son heure pour prendre enfin sa revanche de la grève des élèves du mois de mars, au cours de laquelle il avait été particulièrement contesté par ceux-ci.

En effet, il vient de rendre obligatoire la réinscription des élèves pour la prochaine rentrée scolaire. Il exige même que ceux-ci viennent se faire réinscrire accompagnés d'un parent, et il précise que s'ils ne se présentent pas aux dates indiquées, ils seront considérés comme «démisionnaires» et rayés des listes.

On se souvient qu'il avait exigé cette réinscription comme condition de la réouverture du lycée lorsque le recteur Doumenge avait fait fermer l'établissement en prenant prétexte d'incidents survenus entre des élèves et des professeurs qualifiés par ceux-ci de racistes. Mais Moetus et Doumenge avaient dû reculer devant la mobilisation des élèves qui refusaient cette réinscription. Le lycée avait réouvert ses portes sans que les élèves soient obligés de s'y réinscrire. C'était là une belle victoire des lycéens et des parents qui les avaient soutenus dans leur protestation. Tous étaient en effet parfaitement conscients du fait que cette ré-

scription exigée par les autorités administratives n'était qu'un prétexte pour éliminer les élèves qualifiés de «meneurs».

Aujourd'hui, alors que les lycéens sont dispersés, éparpillés aux quatre coins de la Martinique et qu'aucune mobilisation n'apparaît possible, Moetus annonce son mauvais coup. Il compte ainsi ne trouver en face de lui aucune riposte des élèves et pouvoir tout à son aise refuser l'inscription de ceux qu'il ne veut pas revoir dans son lycée l'année prochaine, ou tout au moins se livrer à certaines pressions sur les «indésirables».

Mais il faut croire que M. Moetus ne se sentait pas la conscience si tranquille que cela puisque c'est le 28 juin qu'il a fait paraître son communiqué pour annoncer la réinscription à partir du 29... Il a pris garde de ne laisser aucun délai et aucune possibilité aux élèves de s'organiser pour riposter à cette mesure répressive.

Mais si M. Moetus a plus d'un tour dans son sac, il a déjà appris à ses dépens que les lycéens n'avaient pas l'habitude de se laisser faire. Et il se pourrait bien qu'il se réserve pour l'avenir de fort désagréables surprises.

# gUADELOUPE PROCES DES 3 SYNDICALISTES LE POUVOIR COLONIAL A RECULE

Mercredi 20 juin a eu lieu le jugement des trois syndicalistes de l'UGTG, de l'UPG et du SGEF : Montout, Chicat et Gayadine, qui avaient été arrêtés arbitrairement en septembre 78. De nombreuses personnes étaient présentes devant le tribunal de Pointe à Pitre pour porter leur soutien aux trois syndicalistes. Le jugement a été rendu définitivement mercredi 27.

Deux des militants ont été relaxés, alors que le 3ème, Montout, a été condamné à deux mois de prison avec sursis.

La défense avait plaidé la relaxe pure

et simple, contre cette condamnation arbitraire qui ne s'appuyait sur aucune preuve réelle. La justice coloniale n'a pas perdu face : elle a condamné l'un de ces trois syndicalistes à une peine avec sursis.

Mais en fait elle a reculé face à la grande mobilisation populaire qui s'était faite lors des arrestations et qui l'avait obligée à remettre en liberté les emprisonnés. Cela montre qu'il est possible de gagner quand on lutte contre la répression coloniale.

# ECHOS ECHOS ECHOS ECHOS ECHOS ECHOS

## EDF MARTINIQUE

LA DIRECTION CRIE AU LOUP : MEFIONS NOUS.

Mais il est certain que chaque fois que la direction fait ce genre de geste, c'est pour préparer un mauvais coup. Considérons donc son intervention dans le journal colonial France-Antilles comme une mise en garde et tenons nous prêts à refuser toute dégradation de nos conditions de travail ou toute augmentation des tarifs de l'électricité.

Un grand titre de France-Antilles du 2 juillet, fait état d'un déficit de plusieurs millions d'anciens francs pour le centre EDF Martinique.

Avec les éléments qui nous sont donnés, nous ne sommes pas à même de juger de l'authenticité ni de l'origine des chiffres avancés, ni même s'il existe un quelconque déficit.

REUNION A PARIS LE 19 JUIN :  
TOUT RESTE BLOQUE.

Une délégation composée de camarades de la Guadeloupe et de la Martinique s'est réunie avec la direction régionale pour discuter des revendications.

Globalement la direction régionale démontre qu'elle connaît bien les revendications, mais aussi qu'elle est incapable de les satisfaire, ce que nous savions déjà.

Une fois de plus nous voyons que les réunions pour palabrer ne paient pas.

Alors maintenant il nous reste deux solutions : ou laisser les choses aller leur train, ne rien faire, ou nous battre.

Lorsque les directions de Martinique et de Guadeloupe se trouveront face à une véritable offensive engagée pour obtenir satisfaction, on verra que les négociations deviendront alors possibles ici même !

SIG : L'INSPECTION DU TRAVAIL REFUSE LES LICENCIEMENTS.



Les travailleurs pendant la grève.

L'inspection du travail vient de refuser les licenciements des 5 délégués du personnel et délégués syndicaux de la SIG, demandés par le directeur.

C'est une première victoire obtenue par ces délégués et les travailleurs qui les ont soutenus depuis la fin de la grève contre la répression qui les frappe.

Cependant ils doivent rester vigilants car Tavernier n'en restera pas là, il fera appel

certainement à la direction de la main d'œuvre ou au ministère.

Les travailleurs de la SIG qui ne veulent pas baisser pavillon devant lui, peuvent gagner cette partie là en continuant à résister pied à pied à toutes ses attaques. Ils peuvent lui faire ravalser ses mépris et sa hargne répressive. Ils peuvent faire échec définitivement aux licenciements.

FORT DE FRANCE UNE FOIS DE PLUS AU CHFF

LABO CIVIL NE REpond PLUS. . .

Du lundi 18 au jeudi 21 juin le laboratoire de Civil est resté sans téléphone, donc sans moyen de communications avec l'extérieur et vice versa.

Ce qui signifie que les résultats urgents ne pouvaient être communiqués rapidement aux services.

Cette panne a pourtant été signalée aussitôt à la direction, et ce n'est que le jeudi qu'elle a été réparée.

Ceci est un acte d'irresponsabilité de la part de la direction, car pour certains traitements, les résultats de laboratoire sont essentiels et de nombreux accidents auraient pu survenir à cause de cette négligence.

Messieurs, otez les pierres qui sont dans votre jardin, au lieu de vous occuper des petits cailloux qui sont dans le nôtre.

## GUADELOUPE: SOFROI GREVE DE SOLIDARITE

De mercredi à vendredi, les travailleurs de la Sofroi ont fait une grève de solidarité avec l'un de leurs camarades injustement sanctionné.

En effet, dans le milieu de la matinée du mercredi, ce travailleur qui déchargeait un camion depuis plusieurs heures sous une grosse chaleur, fut envoyé par un chef, avec une certaine brusquerie, dans les pièces frigorifiques.

Sur le même ton, le manutentionnaire du frigo répondit au chef qu'il ne pouvait rentrer sans bottes et vêtements spéciaux dans ces pièces.

Monsieur le chef se trouva vexé qu'un travailleur ait osé lui répondre ainsi. Et il décida de le sanctionner par trois jours de mise à pied.

Après une tentative de recours du délégué auprès du directeur et devant l'intransigeance de celui-ci, la riposte des travailleurs du frigo fut immédiate.

Dès 11 h, ils cessèrent le travail, décidant de ne pas reprendre leur camarade. Mieux, ceux du CASH décidèrent de refuser tout travail dans le frigo en remplacement des grévistes et de faire une journée de grève de solidarité avec ceux du frigo, le vendredi.

En répondant ainsi à la mesure injuste du chef et de Rimbaud le patron, les travailleurs de la SOFROI ont montré à ces gens là quel cas ils faisaient de leur propre dignité, et quel esprit de solidarité les animait.

# Le GRS et les événements de Dominique : SOUTENIR LES TRAVAILLEURS ... OU CEUX QUI PRETENDENT LES REPRESENTER ?

L'île voisine de la Dominique a vécu, le mois dernier, une période riche en événements, en expériences, et dont les conséquences sont encore difficiles à mesurer. Le fait principal de ces événements qui, rappelons-le, ont abouti à la démission de l'ancien premier ministre, Patrick John, fut la grève générale politique qui, pendant 25 jours, a paralysé toutes les activités du pays, obligeant tous les partis politiques, toutes les couches sociales à prendre position, et conduisant finalement les propres partisans de Patrick John à l'abandonner.

C'est la mobilisation des travailleurs, des jeunes, des chômeurs, c'est leur détermination qui a renversé le sinistre John et ses acolytes les plus compromis. L'action des partis politiques, elle, s'est greffée sur le mouvement de masse, elle a profité de ce mouvement pour écarter John et le remplacer, hélas, par un de ses anciens ministres. Certes, les mots d'ordre avancés par différentes organisations politiques ont joué un rôle dans la mobilisation populaire, mais on peut être certain que le 28 mai personnellement, parmi les leaders de l'opposition, ne se serait risqué à dire que P. John allait être renversé moins d'un mois plus tard. Et sans la détermination des travailleurs, John serait toujours en place.

Les organisations politiques ont donc mis à profit le mouvement de masse pour gagner quelques places à la tête de l'Etat. Mais toutes, et y compris le DLM (Mouvement de Libération de la Dominique) se sont arrangées pour que la transition se fasse dans les formes constitutionnelles, que les travailleurs et les jeunes n'aillent pas « trop loin » dans leur propre organisation et leur propre expérience.

Pour les partis de droite, le Freedom Party de miss Charles et le Democratic Labour Party de Seraphin, cela est évident : ils n'ont eu de cesse que les travailleurs se calment et que le travail reprenne dès qu'une « solution » fut trouvée, avec la nomination du gouvernement intérimaire.

Mais c'est aussi vrai des organisations « de gauche ». A cet égard, les déclarations d'un des leaders du DLM, Rosie Douglas, dans une tribune libre du journal bourgeois « New Chronicle », est significative. Sous le titre : « Le temps de l'unité sincère et de la fraternité », Douglas précise « ce n'est pas une lutte pour le socialisme, mais personne ne devrait plus essayer d'imposer une solution capitaliste qui est inacceptable pour la masse de ceux qui souffrent. Il s'agit réellement d'une lutte pour la justice et la démocratie ». On se demande quel régime hybride il entend implanter en Dominique ; car il n'y a pas de milieu : ou bien les bourgeois sont au pouvoir, ou ce sont les travailleurs. Et, lorsque comme Douglas, on affirme que « les riches et les pauvres ont autant à perdre » si Patrick John reste en place, et qu'il est temps de réaliser « l'unité nationale » la plus large, cela signifie que l'on a choisi de faire soutenir la bourgeoisie par l'ensemble de la population fût-ce avec des nuances de langage, en appelant les capitalistes à être moins « égoïstes ».

Dans de telles conditions, soutenir les organisations « anti-impérialistes » dont Douglas est l'un des leaders, revient à soutenir des gens qui n'ont nullement l'intention de proposer

une politique indépendante à la classe ouvrière. C'est finalement soutenir indirectement le nouveau pouvoir bourgeois.

Et c'est pourquoi la position prise par Révolution Socialiste dans son numéro du 23 juin constitue à nos yeux une erreur grave. Non point tant par l'incidence directe que sa position pourrait avoir en Dominique, tout au moins pour l'instant, mais parce que la politique d'une organisation révolutionnaire est une, et que ce que le G.R.S. préconise pour la Dominique, il le préconiserait aussi en Martinique ou en Guadeloupe, dans une situation similaire.



Explosion de joie pendant les fêtes de l'indépendance.

Le G.R.S. constate que c'est le mouvement de masse qui a chassé P. John, mais que la politique de celui-ci va se perpétuer, puisqu'il est remplacé par son ancien ministre, O. Seraphin. Il constate aussi que le DLM de Douglas, en participant au Comité de Salut National, cautionne cette opération, et donc qu'il a contribué à tromper les travailleurs et les jeunes.

Mais la conclusion qu'en tire le G.R.S. ne laisse pas de surprendre : il appelle à la constitution d'un « gouvernement des organisations syndicales et anti-impérialistes sans représentant de la bourgeoisie » ! Autrement dit, il fait comme si les dirigeants du DLM n'avaient pas agi sciemment, mais qu'ils s'étaient laissés « amarrer (...) au char du Comité pour le Salut National ».

Loin de s'être laissé prendre à un quelconque piège, c'est en fait le DLM lui-même, comme il le précise dans un tract daté du 11 juin,

qui est à l'origine de la création de ce regroupement « national » bourgeois. Cela, dans le but d'éviter que le Freedom Party ne se retrouve seul au pouvoir. C'est donc le DLM lui-même qui a permis à Seraphin de tirer son épingle du jeu.

D'où vient que le G.R.S., qui constate pourtant clairement le caractère néfaste de la politique du DLM, se raccroche à ce même DLM en espérant qu'il va prendre l'initiative d'une politique réellement révolutionnaire ? Cela tient, à notre avis, d'une conception erronée, qui tend à confondre les travailleurs et les organisations qui prétendent les représenter.

Mais dans la plupart des pays, et c'est le cas en Dominique, un tel parti n'existe pas.

Quelle peut être alors l'attitude des révolutionnaires, vis-à-vis des travailleurs qui se battent ? Elle ne peut être que le soutien total aux travailleurs en lutte. Mais elle consiste aussi à dénoncer clairement toute tentative de duperie de la part de politiciens bourgeois ou petits-bourgeois, y compris et surtout s'ils prétendent parler au nom des travailleurs. Le faire est indispensable, si l'on veut défendre une politique authentiquement fondée sur les intérêts des travailleurs.

Le cas de la Dominique est précisément un bon exemple : les travailleurs dominicains ont fait une expérience précieuse : 25 jours de lutte, qui ont abouti à voir Patrick John remplacé par un de ses semblables. C'est l'occasion ou jamais de montrer aux travailleurs que tant qu'ils laisseront les « politiciens » professionnels faire la politique à leur place, tant qu'ils ne contrôleront pas eux-mêmes les choses, ils seront toujours dupés.

Les dirigeants syndicaux et « anti-impérialistes » du DLM les ont menés dans l'impasse. Faut-il convaincre ces gens-là de mener une « bonne » politique, authentiquement prolétarienne, ou faut-il appeler les travailleurs à se défier d'eux, et à contrôler eux-mêmes leur propre mouvement ?

Pour nous, c'est incontestablement la deuxième voie qui est la bonne, même si elle apparaît plus longue. Si les dirigeants « anti-impérialistes » ne sont pas des arrivistes petits-bourgeois, mais qu'ils se trompent en étant de bonne foi, alors ils sauront comprendre ces critiques et oeuvrer à l'organisation indépendante des travailleurs. Sinon, il est inutile de s'acharner à convaincre une crapule de devenir honnête.

Et ceci pourrait aussi bien s'appliquer en Martinique ou en Guadeloupe. En cas de grève générale, doit-on chercher à faire des braves réformistes qui sont à la tête des masses aujourd'hui, des révolutionnaires de demain, ou doit-on dire aux travailleurs : « Ne suivez pas aveuglément vos dirigeants, organisez-vous pour prendre en main votre propre mouvement » ?

De même qu'un soutien total aux travailleurs guadeloupéens ou martiniquais en lutte ne signifie pas un soutien à leurs dirigeants, de même un soutien aux travailleurs dominicains ne signifie pas soutenir les dirigeants syndicaux ou soi-disant « anti-impérialistes ». Le faire, c'est finalement encourager les travailleurs à faire confiance à des gens qui, s'ils les ont trompés une fois, les tromperont à nouveau demain, parce qu'ils ne se situent pas sur le terrain de la lutte des travailleurs pour la prise du pouvoir.

Max RODON.

## COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :  
G. BEAUJOUR  
Adresser  
toute correspondance :  
EN GUADELOUPE  
à Gérard BEAUJOUR  
B.P. 214  
97110 POINTE-A-PITRE  
EN MARTINIQUE  
B.P. 386  
97204 FORT-DE-FRANCE  
EN FRANCE écrire à :  
Combat Ouvrier  
B.P. 145  
75023 PARIS CEDEX  
Impression  
CIF Pointe-à-Pitre  
Commission paritaire  
N° 51728

## Dominique : JOHN ET SES DEUX EX-MINISTRES INCULPES

Le travail a repris dans la plupart des secteurs en Dominique. La crise politique est momentanément réglée avec la démission de John et son remplacement par son ancien ministre de l'agriculture, Oliver Seraphin, qui a formé un gouvernement intérimaire devant assurer la direction du pays jusqu'à de prochaines élections. Cependant, tout n'est pas terminé, loin s'en faut. Et la pression du mécontentement populaire a été telle, que le nouveau gouvernement vient de prendre un certain nombre de mesures, destinées apparemment à calmer ceux que le remplacement de John par un de ses ministres n'a pas réussi, et à juste titre, à convaincre qu'un réel changement s'était produit à la tête de l'Etat.

Patrick John, Leo Austin, ancien ministre de la Justice et des Affaires Etrangères, et Vic Rivière, ex-ministre des Finances, ont été inculpés mardi 3 juillet pour fraude et corruption. Rivière a été momentanément relâché contre une caution de 5.000 dollars, mais Austin, qui n'a pas été en mesure de verser les 10.000 dollars de caution qu'on lui demandait, est semble-t-il resté en prison. Le jugement doit avoir lieu dans une quinzaine de jours, et les inculpés risquent plusieurs années de réclusion.

Ce n'est probablement pas de gaieté de cœur que Seraphin s'est décidé à inculper ses anciens compères, à l'heure qu'il est tellement discrédités qu'ils ne constituent plus des con-

currents pour lui. Mais s'il le fait, c'est qu'il tient à donner des gages de sa rupture avec l'ancien gouvernement. Cela suffit à montrer la crainte qu'éprouvent les nouveaux dirigeants du pays à l'égard des travailleurs. Ils sont conscients que ce qui est arrivé hier à John peut fort bien leur arriver demain.

Cette force dont ils ont fait preuve, il reste aux travailleurs dominicains à la discipliner, à l'organiser pour défendre leurs propres intérêts et entreprendre la lutte pour le pouvoir. Alors, oui, les Seraphin et autres miss Charles auront des raisons d'avoir peur.

M.R.